CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

50e LEGISLATURE
SESSION EXTRAORDINAIRE 1999
MERCREDI 14 JUILLET 1999

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE SÉANCE PLENIÈRE

2 APRÈS-MIDI

SOMMAIRE

PRESTATION DE SERMENT DE M. CHARLES PICQUÉ, MEMBRE DE LA CHAMBRE	37
VÉRIFICATION DES POUVOIRS DE MEMBRES SUPPLÉANTS	37
VALIDATION DE L'ÉLECTION DE CANDIDATS SUPPLÉANTS POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN	39
PRESTATION DE SERMENT DES MEMBRES SUPPLÉANTS EN REMPLACEMENT DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT	40
PRESTATION DE SERMENT DES MEMBRES SUPPLÉANTS EN REMPLACEMENT DE MEMBRES ÉLUS MINISTRES PAR LES CONSEILS	41
DÉCÈS DE M. ÉMILE WAUTHY, ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE	42
DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT	
<i>Orateur</i> : M. GUY VERHOFSTADT , PREMIER MINISTRE	43
VOEUX DE SA MAJESTÉ LE ROI	47
MODIFICATIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT	47
PRÉSIDENTE DU GROUPE PSC	47
PRÉSIDENTE DU GROUPE PRL-FDF	47
PARLEMENT EUROPÉEN	47
COMPOSITION DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION	47
NOMINATION D'UN VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE	48
NOMINATION D'UN SECRÉTAIRE DE LA CHAMBRE	48
NOMINATION D'UN QUESTEUR DE LA CHAMBRE	48
PRISE EN CONSIDÉRATION DE PROPOSITIONS	48
ORDRE DES TRAVAUX	49
COMMUNICATIONS	49
ANNEXE	
CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS	
Rapports complémentaires des commissions de vérification des pouvoirs	51
Propositions – Autorisation d'impression	53
COUR DES COMPTES	
Observations concernant une délibération du Conseil des ministres	53

SÉANCE PLENIERE

MERCREDI 14 JUILLET 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 14 h 04.

PRESTATION DE SERMENT DE M. CHARLES PICQUÉ, MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Le **président** : Les pouvoirs de M. Charles Picqué ont été validés le 1er juillet 1999 et il a été proclamé membre de la Chambre des représentants le même jour.

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Je prie M. Charles Picqué de prêter le serment constitutionnel "Je jure d'observer la Constitution".

(M. Charles Picqué prête serment en français)

Monsieur Charles Picqué fera partie du groupe linguistique français. *(Applaudissements)*

VERIFICATION DES POUVOIRS DES MEMBRES SUPPLEANTS DONT L'ADMISSION A ETE AJOURNEE

Le **président** : L'ordre du jour appelle la vérification des pouvoirs des membres suppléants dont l'admission a été ajournée.

Mme **Colette Burgeon**, rapporteuse : Le 1er juillet 1999, lors de la validation des opérations électorales et la vérification des pouvoirs des membres de la Chambre des représentants déclarés élus dans la province de Flandre occidentale, la Chambre a décidé de faire procéder par votre commission au recomptage des bulletins de vote émis dans le canton électoral de Zonnebeke et d'ajourner la validation des pouvoirs des candidats suppléants élus dans l'arrondissement électoral de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende.

Votre commission s'est réunie le 6 juillet 1999 pour procéder manuellement à ce recomptage.

Ce recensement a donné lieu aux résultats indiqués aux tableaux, signés par les membres présents de votre commission et par les membres des bureaux de dépouillement, qui sont joints au procès-verbal établi à l'issue des opérations de dépouillement.

Considérant que les résultats électoraux ainsi recensés dans le canton électoral de Zonnebeke diffèrent des résultats du dépouillement automatisé des votes au moyen du système de lecture optique dont il a été fait usage le 13 juin 1999 pour l'élection de la Chambre des représentants dans ce canton et que ces résultats y sont établis comme suit :

Bulletins

	Dépouillement automatisé (6 juillet 1999)	Dépouillement manuel (13 juin 1999)
bulletins enregistrés	8202	8202
votes valables	6466	7330
votes blancs	1320	459
votes non-valables	416	413
<i>Résultats globaux par liste</i>		
Liste 2 (Agalev)	554	551
Liste 3 (SP)	1643	1644
Liste 4 (VLD)	378	1490
Liste 6 (Vl. Blok)	505	629
Liste 7 (VU-ID)	443	533
Liste 8 (CVP)	1815	2327
Liste 11 (PVDA-AE)	21	28
Liste 13 (PNPB)	20	24
Liste 15 (Vivant)	71	86
Liste 35 (VNP)	16	18

Considérant que ces résultats n'affectent, pour aucune des listes auxquelles un siège est attribué dans la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, l'ordre des candidats suppléants élus dans cette circonscription ;

Attendu que tous les candidats suppléants proclamés élus dans la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, dont les noms suivent, ont justifié des conditions exigées par l'article 64 de la Constitution :

Verhelst (F.-J.A.)

Van Praet (R.)

Vollon (H.)

Dumarey (A.-N.J.)

Laridon (L.-A.C.C.)

Bracke (N.F.C.)

Durnez (J.R.D.)

Dancet (G.-L.A.)

Colson (H.R.)

Levecke-Declercq (M.)

Lansens (P.-F.E.)

Viaene (C.S.)

Devooght (N.G.)

vosre commission estime qu'il y a lieu de valider les pouvoirs de ces candidats proclamés élus par le Bureau central provincial de Flandre occidentale et propose de les admettre en qualité de membre suppléant.

En outre, lors de la vérification des pouvoirs à laquelle vosre commission a procédé le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé, sur proposition de la commission, d'ajourner également la validation des pouvoirs des candidats suppléants proclamés élus suivants, qui n'avaient pas justifié qu'ils remplissaient les conditions d'éligibilité :

pour la circonscription électorale de Bruges :

Bonte (R.M.)

Vanderstraeten (M.)

Himpens (H.M.)

Douifi (D.)

pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt :

Turpyn (M.G.)

Declercq (K.R.)

Vosre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de mesdames et messieurs Bonte, R.M., Turpyn, M.G., Douifi, D., a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléants.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité :

pour la circonscription électorale de Bruges :

Vanderstraeten (M.)

Himpens (H.M.)

pour la circonscription électorale de Courtrai-Roulers-Tielt :

Declercq (K.R.)

Vosre commission vous propose d'accorder un dernier délai de 30 jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

Le **président** : L'ordre du jour appelle la vérification des pouvoirs des autres membres suppléants dont l'admission avait été ajournée.

– Mme Claudine Drion, rapporteuse de la 1ère commission de Vérification des pouvoirs,

– M. Jean-Marc Delizée, rapporteur de la 2ème commission de Vérification des pouvoirs,

– M. Pierre Chevalier, rapporteur de la 3ème commission de Vérification des pouvoirs,

– Mme Josée Lejeune, rapporteuse de la 4ème commission de Vérification des pouvoirs,

– M. Hugo Coveliers, rapporteur de la 5^{ème} commission de Vérification des pouvoirs,

– Mme Joëlle Milquet, rapporteuse de la 6^{ème} commission de Vérification des pouvoirs,

proposent au nom de leur commission respective l'admission de :

M. Mario Berchicci

M. Armand Biesemans

M. Ronny Bonte

M. Hubert Bracke

M. Henri Colson

Mme Mieke Cornelis

Mme Catharina Craeghs

M. Guido Dancet

Mme Annemie De Backer

M. Paul-Olivier Delannois

Mme Natascha Devooght

Mme Dalila Douifi

M. Anthony Dumarey

M. Jan Durnez

M. Walter Grootaers

Mme Veerle Langbeen

M. Patrick Lansens

Mme Lies Laridon

Mme Thérèse Lefèbvre

Mme Margareta Leveck-Declercq

M. Xavier Malmendier

Mme Nadine Motten

M. Georges Sevrin

Mme Brigitte Smets

Mme Marie-Laure Stengers

M. Alfons Tobback

Mme Marleen Turpyn

M. Johan Vandenberghe

Mme Clara Vannieuwenhuyse-Vanosmael

Mme Anne Vanesse

M. Peeter Van Hoof

M. Robert Van Praet

Mme Christiane Verhaegen

M. Frans Verhelst

Mme Christiane Viaene

M. Herwig Vollaert

La Chambre est-elle d'accord d'adopter les conclusions des rapports complémentaires des commissions, qui seront insérées au Compte rendu analytique et aux Annales ?

Pas d'observation ? (*Non*)

En conséquence, je proclame membres suppléants les élus dont l'admission est proposée en cette qualité.

Les commissions proposent par ailleurs d'accorder un dernier délai de trente jours aux suppléants n'ayant pas encore communiqué les documents permettant de procéder à la vérification de leurs pouvoirs. Si ces documents ne sont pas transmis dans le délai requis, leurs pouvoirs ne seront pas validés.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

VALIDATION DE L'ELECTION DE CANDIDATS SUPPLEANTS POUR LE PARLEMENT EUROPEEN

Le **président** : L'ordre du jour appelle la validation de l'élection de certains candidats suppléants pour le Parlement européen.

M. **Luc Sevenhans**, rapporteur : Lors de la vérification de la validité des opérations électorales du 13 juin 1999 relatives à l'élection du Parlement européen, à laquelle votre commission a procédé le 1^{er} juillet 1999, la Chambre a reporté – sur sa proposition – la validation de l'élection des candidats suppléants pour le Parlement européen suivants, désignés par le :

COLLÈGE ÉLECTORAL NEERLANDOPHONE :

de Limburg Stirum della Faille (Katia)

Paepe (Dirk)

Pintelon (Jenny)

Verbeke (Walter)

Chabert (Jozef)

De Schamphelaere (Mia)

Smessaert (Brigitte)

Colen (Alexandra)

Tastenhoye (Guido)

Crauwels (Christel)

Weyts (Joost)

Van Brempt (Kathleen)

El Khadraoui (Saïd)

Derycke (Erik)
Geerts (Christel)
Dierickx (Ludovic)
Van Der Elst-De Groote (Betty)
Jans (Alfred)
Ooms (Anne)
Hillewaert (Ria)
Cuyt (Bjorn)
Verhelst (Thierry)

COLLÈGE ÉLECTORAL FRANCOPOHONE :

Scheepers (Françoise)
Zidda (Natalino)
Decroly (Vincent)
Theunissen (Anne-Françoise)
Hanin (Philippe)
Ledoux (Laurent)
Vancraeynest (Pascal)

Votre Commission, qui a été mise, dans l'intervalle, en possession des documents nécessaires à la validation de l'élection des suppléants suivants, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant :

COLLÈGE ÉLECTORAL NEERLANDOPHONE :

de Limburg Stirum della Faille (Katia)
Paepe (Dirk)
Chabert (Jozef)
De Schampelaere (Mia)
Tastenhoye (Guido)
Weyts (Joost)
Geerts (Christel)
Hillewaert (Ria)

COLLÈGE ÉLECTORAL FRANCOPOHONE :

Theunissen (Anne-Françoise)

Les suppléants suivants n'ont pas encore fourni la preuve qu'ils remplissaient les conditions d'éligibilité :

COLLÈGE ÉLECTORAL NEERLANDOPHONE :

Pintelon (Jenny)
Verbeke (Walter)
Smessaert (Brigitte)
Colen (Alexandra)

Crauwels (Christel)
Van Brempt (Kathleen)
El Khadraoui (Saïd)
Derycke (Erik)
Dierickx (Ludovic)
Van Der Elst-De Groote (Betty)
Jans (Alfred)
Ooms (Anne)
Cuyt (Bjorn)
Verhelst (Thierry)

COLLÈGE ÉLECTORAL FRANCOPOHONE :

Scheepers (Françoise)
Zidda (Natalino)
Decroly (Vincent)
Hanin (Philippe)
Ledoux (Laurent)
Vancraeynest (Pascal)

Votre Commission vous propose d'accorder un dernier délai de trente jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis. (*Applaudissements*)

PRESTATION DE SERMENT DES NEUF MEMBRES SUPPLÉANTS EN REMPLACEMENT DE MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Le **président** : L'article 50 de la Constitution dispose que "le membre de l'une des deux Chambres, nommé par le Roi en qualité de ministre et qui l'accepte, cesse de siéger et reprend son mandat lorsqu'il a été mis fin par le Roi à ses fonctions de ministre".

Selon l'article 1bis de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, le ministre ou le secrétaire d'État du gouvernement fédéral qui cesse de siéger est remplacé par le premier suppléant en ordre utile de la liste sur laquelle le ministre ou le secrétaire d'État a été élu.

Nous devons donc procéder à l'admission et à la prestation de serment de ces suppléants.

Il s'agit des suppléants suivants :

– M. Tony Smets, premier suppléant de la liste VLD de la circonscription électorale de Louvain, en remplacement de M. Rik Daems ;

– Mme Pierrette Cahay-André, première suppléante de la liste PRL-FDF de la circonscription électorale de Liège, en remplacement de M. Didier Reynders ;

– M. Philippe Collard, premier suppléant de la liste PRL-FDF de la circonscription électorale de Arlon-Marche en Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton, en remplacement de M. Antoine Duquesne ;

– M. Patrick Lansens, premier suppléant de la liste SP de la circonscription électorale de Furnes-Dixmude-Ypres-Ostende, en remplacement de M. Johan Vande Lanotte ;

– M. Daan Schalck, premier suppléant de la liste SP de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, en remplacement de M. Luc Van den Bossche ;

– M. Maurice Dehu, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Nivelles, en remplacement de M. André Flahaut ;

– Mme Zoé Genot, première suppléante de la liste Écolo de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en remplacement de M. Olivier Deleuze ;

– Mme Lena Laenens, première suppléante de la liste Agalev de la circonscription électorale d'Anvers, en remplacement de M. Eddy Boutmans ;

– Mme Kathleen van der Hooft, première suppléante de la liste VLD de la circonscription électorale de Bruges, en remplacement de M. Pierre Chevalier.

Les pouvoirs de ces suppléants ont été validés soit en notre séance du 1er juillet 1999, soit en notre séance de ce jour.

Je vous propose donc de passer à l'admission de ces suppléants appelés à siéger en qualité de membres de la Chambre des représentants en remplacement des membres nommés par le Roi en qualité de ministre et de secrétaire d'État et pendant la durée des fonctions de ceux-ci.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Je rappelle les termes du serment : "Je jure d'observer la Constitution" "Ik zweer de Grondwet na te leven" "Ich schwöre die Staatsverfassung zu beachten".

Je prie M. Tony Smets de prêter le serment constitutionnel. (*M. Tony Smets prête serment en néerlandais*)

M. Tony Smets fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

Je prie Mme Pierrette Cahay-André de prêter le serment constitutionnel. (*Mme Pierrette Cahay-André prête serment en français*)

Mme Pierrette Cahay-André fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie M. Philippe Collard de prêter le serment constitutionnel. (*M. Philippe Collard prête serment en français*)

M. Philippe Collard fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie M. Patrick Lansens de prêter le serment constitutionnel. (*M. Patrick Lansens prête serment en néerlandais*)

M. Patrick Lansens fera partie du groupe linguistique néerlandais.

(*Applaudissements*)

Je prie M. Daan Schalck de prêter le serment constitutionnel. (*M. Daan Schalck prête serment en néerlandais*)

M. Daan Schalck fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

Je prie M. Maurice Dehu de prêter le serment constitutionnel. (*M. Maurice Dehu prête serment en français*)

M. Maurice Dehu fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie Mme Zoé Genot de prêter le serment constitutionnel. (*Mme Zoé Genot prête serment en français*)

Mme Zoé Genot fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie Mme Kathleen van der Hooft de prêter le serment constitutionnel. (*Mme Kathleen van der Hooft prête serment en néerlandais*)

Mme Kathleen van der Hooft fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

Il sera procédé ultérieurement à l'admission et à la prestation de serment de Mme Lena Laenens, suppléante appelée à siéger en remplacement de M. Eddy Boutmans.

PRESTATION DE SERMENT DES CINQ MEMBRES SUPPLEANTS APPELES A SIEGER EN REMPLACEMENT DES MEMBRES ELUS PAR LES CONSEILS EN QUALITE DE MINISTRES OU DE SECRETAIRES D'ETAT

Le **président** : L'article 59 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que le membre de la Chambre des représentants élu membre du Gouvernement wallon, du Gouvernement de la Communauté française ou du Gouvernement flamand, cesse immédiatement de siéger et reprend son mandat lorsque ses fonctions de ministre prennent fin.

De même, l'article 35 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises dispose que le membre de la Chambre des représentants élu membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, cesse immédiatement de siéger et reprend son mandat lorsque ses fonctions de ministre prennent fin.

Selon l'article 1bis de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, le ministre ou le secrétaire d'Etat d'un gouvernement régional ou communautaire qui cesse de siéger est remplacé par le premier suppléant en ordre utile de la liste sur laquelle le ministre ou le secrétaire d'Etat a été élu.

Nous devons donc procéder à l'admission et à la prestation de serment de ces suppléants.

Il s'agit des suppléants suivants :

– M. Jean Depreter, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Mons-Soignies, en remplacement de M. Elio Di Rupo ;

– M. Thierry Giet, premier suppléant de la liste PS de la circonscription électorale de Liège, en remplacement de M. Michel Daerden ;

– Mme Dalila Douifi, première suppléante de la liste SP de la circonscription électorale de Brugge, en remplacement de M. Renaat Landuyt ;

– M. Hugo Philtjens, premier suppléant de la liste VLD de la circonscription électorale de Hasselt-Tongeren-Maa-seik, en remplacement de M. Patrick Dewael ;

– M. Eric van Weddingen, premier suppléant de la liste PRLDFD de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en remplacement de M. Jacques Simonet.

Les pouvoirs de ces suppléants ont été validés soit en notre séance du 1er juillet 1999, soit en notre séance de ce jour.

Je vous propose donc de passer à l'admission de ces suppléants appelés à siéger en qualité de membres de la Chambre des représentants en remplacement des membres élus par les conseils en qualité de ministre et de secrétaire d'Etat et pendant la durée des fonctions de ceux-ci.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Je rappelle que les députés élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles font partie soit du groupe linguistique français, soit du groupe linguistique néerlandais de la Chambre, selon qu'ils prêtent serment en français ou en néerlandais. Si le serment est prêté en plusieurs langues, celle d'entre elles qui est utilisée en premier lieu est déterminante.

Je rappelle les termes du serment : "Je jure d'observer la Constitution" "Ik zweer de Grondwet na te leven" "Ich schwöre die Staatsverfassung zu beachten".

Je prie M. Jean Depreter de prêter le serment constitutionnel (*M. Jean Depreter prête serment en français.*)

M. Jean Depreter fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie M. Thierry Giet de prêter le serment constitutionnel (*M. Thierry Giet prête serment en français.*)

M. Thierry Giet fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

Je prie Mme Dalila Douifi de prêter le serment constitutionnel (*Mme Dalila Douifi prête serment en néerlandais.*)

Mme Dalila Douifi fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

Je prie M. Hugo Philtjens de prêter le serment constitutionnel (*M. Hugo Philtjens prête serment en néerlandais.*)

M. Hugo Philtjens fera partie du groupe linguistique néerlandais. (*Applaudissements*)

Je prie M. Eric van Weddingen de prêter le serment constitutionnel (*M. Eric van Weddingen prête serment en français.*)

M. Eric van Weddingen fera partie du groupe linguistique français. (*Applaudissements*)

DECÈS DE M. EMILE WAUTHY, ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*) : Le 5 juillet dernier, nous avons appris la disparition d'Émile Wauthy, vice-président honoraire de la Chambre, à l'âge de 72 ans.

Il était né le 21 mars 1927 à Gerpinnes-Fromiée dans une famille d'agriculteurs.

Après des études en sciences commerciales et financières à l'Université catholique de Louvain, il entama sa carrière comme enseignant. En 1958, il est conseiller communal à Anseremme. En 1973, il devient bourgmestre de Dinant et, en 1974, conseiller provincial namurois.

Sa carrière dans notre assemblée débute en 1978. Chef du groupe PSC, il fut un arbitre attentif à susciter la rencontre, le dialogue et la concertation. Il laisse le souvenir d'un homme de fortes convictions, plus particulièrement sur le plan éthique. Il siégera parmi nous jusqu'en 1987, année où il devient gouverneur de la province de Namur, fonction qu'il assumera jusqu'en 1994, date de son départ à la retraite.

En votre nom, j'ai présenté à Madame Wauthy les condoléances émues de notre assemblée.

M. Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : Le gouvernement s'associe aux condoléances exprimées par le Parlement et partage la tristesse de la famille de M. Wauthy.

(L'Assemblée debout observe une minute de silence)

DECLARATION DU GOUVERNEMENT

M. Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Les élections du 13 juin ont profondément bouleversé les rapports politiques. Les citoyens ont envoyé des signaux divergents et ont créé un paysage politique fragmenté à première vue. Les mouvements électoraux révèlent un courant de fond, une volonté plus forte de rompre avec la manière dont ce pays est dirigé et surtout le souhait insistant d'une administration meilleure et différente.

En effet, dans le passé, les autorités ne sont pas suffisamment parvenues à s'adapter à leur temps. Des relations politiques figées ont entravé une politique orientée vers l'avenir. Une rupture est apparue avec la population dont les questions, les besoins et les préoccupations n'ont pas suffisamment été pris en compte. Cette relation perturbée a entraîné l'incompréhension et des frustrations. Ainsi s'est développée une situation tendue qui menace à terme l'État de droit démocratique. La protestation massive de centaines de milliers de citoyens en automne 1996 en fut l'expression la plus visible.

Afin de répondre à cet appel au changement qui s'est exprimé également le 13 juin, le VLD, le PS, le PRL, le SP, ÉCOLO et AGALEV ont élaboré un projet ambitieux et cohérent, un projet qui vise à rompre avec le passé au niveau tant de la forme que du contenu, en d'autres termes, un projet qui s'oriente résolument vers le vingt-et-unième siècle. Il s'agit d'un projet novateur dont le but est de rétablir la confiance des citoyens dans les autorités, d'ouvrir un espace aux forces créatives de la société, de donner à chacun les mêmes chances d'épanouissement et de bonheur, de garantir la protection sociale de tous les citoyens et de construire une relation durable entre l'homme et son environnement. Ce projet peut rétablir l'image de la Belgique dans le monde.

Il s'agit tout d'abord, et c'est essentiel, de faire de la Belgique un État modèle. Pour exécuter ses missions essentielles, l'autorité publique doit agir de manière scrupuleuse, juste et démocratique. Les incidents qui se sont succédés, notamment à l'occasion de l'affaire Dutroux et de la crise de la dioxine, nous ont fait comprendre, au cours des dernières années, que nous devons en faire notre première préoccupation. Par conséquent, la priorité majeure du gouvernement sera d'opérer une réforme profonde des administrations publiques.

La pierre angulaire du modèle d'administration que nous voulons sera l'efficacité et donc le soin qu'elle apportera à l'exécution de ses missions. L'objectif est un service de

qualité qui puisse tenir la comparaison avec les meilleures entreprises privées ou administrations publiques à l'étranger. Un audit externe des administrations publiques sera réalisé à cet effet, tandis qu'un pacte de dépolitisation garantira l'objectivité de tous les recrutements et de toutes les promotions. Les contraintes administratives et réglementaires seront nettement réduites, de 10 % au cours des deux premières années et d'un quart à la fin de la législature. En effet, l'inflation de règles est source d'insécurité juridique et freine la créativité. Pour réaliser cet objectif ambitieux, un commissaire du Gouvernement spécial sera désigné. Il sera responsable, outre la coordination, de l'élaboration des instruments de mesure nécessaires. *(Poursuivant en français)*

L'amélioration du caractère démocratique du processus de décisions est la deuxième priorité d'une administration efficace. Les citoyens doivent se trouver au centre du processus décisionnel. Pour renforcer leur emprise sur la politique, le gouvernement invite le Parlement à installer en son sein une commission spéciale. Cette commission discutera d'une modernisation profonde du système électoral, de la taille des circonscriptions électorales et de nouvelles formes de participation. Le gouvernement lui-même déposera un projet qui réduira le poids du vote en case de tête et supprimera le système des suppléants. Le citoyen pourra ainsi, mieux qu'aujourd'hui, déterminer qui le représentera au Parlement. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement et les partis de la majorité s'engagent à tenir compte du résultat des consultations populaires et à moderniser le droit de pétition. Tout conflit d'intérêts doit par ailleurs être exclu lors de l'exercice d'un mandat politique. L'idée est que le parlement crée une commission de déontologie, commission qui élaborera une jurisprudence en vue de garantir l'indépendance du parlement à l'égard des intérêts particuliers et des lobbys.

La justice est la troisième priorité des nouvelles autorités envisagée par le gouvernement. Pour répondre aux problèmes de la police et la justice, les accords Octopus ont été conclus l'année dernière. Leur concrétisation rapide et complète est un objectif majeur du gouvernement. Elle est à la base de la création d'un environnement sûr, d'une organisation judiciaire efficace et rapide et du recul de la violence.

Mais cela ne suffit pas. Avant la fin de l'année, nous établirons un plan de sécurité s'inspirant du concept de la gestion intégrée de la sécurité. Ce plan sera constitué d'un volet préventif, d'un volet répressif et de l'accompagnement des victimes et du suivi des auteurs. Ce plan, étayé scientifiquement, a un double objectif : la réduction effective de toutes les formes de criminalité et l'accroissement substantiel du taux d'élucidation. La police se concentrera sur ses tâches fondamentales et sera davantage présente sur le terrain. Le droit pénal sera modernisé et l'application des normes apportera une réponse rapide et adaptée à chaque type d'infraction. Un service anti-corruption sera créé dans le cadre de la police fédérale, la coopération in-

ternationale et la lutte contre le crime organisé et la criminalité en col blanc sera intensifiée.

Outre l'introduction du plan de sécurité, le gouvernement établira un plan d'action en vue de résorber l'arriéré judiciaire. Ceci est indispensable si l'on veut rétablir la confiance du citoyen dans la justice et l'État de droit. Nous prendrons les mesures suivantes : des plans de gestion pour chaque parquet et juridiction renforçant la mobilité et le nombre de magistrats, une procédure judiciaire adaptée, un recours plus fréquent au traitement administratif des dossiers, arbitrage et procédures par consentement mutuel. Avant la fin de l'année, des mesures particulières seront prises pour le tribunal et le parquet de Bruxelles.

Une autorité juste est aussi une autorité accueillante. Le point de départ est l'intégration de tous les citoyens, notamment des personnes de nationalité étrangère. Pour ce qui les concerne, la procédure d'acquisition de la nationalité belge sera radicalement simplifiée. Elle contiendra l'engagement du demandeur de respecter la Constitution, les lois et les droits et libertés fondamentaux. En outre, le ministre de la Justice demandera aux parquets de s'inscrire dans cette nouvelle approche et de combattre toute infraction à la législation de naturalisation par des organisations criminelles. Le gouvernement évaluera la nouvelle réglementation un an après son entrée en vigueur.

Si nous voulons créer une société sûre, juste et tolérante, nous devons également améliorer la situation dans certains quartiers des villes où le sentiment d'abandon et d'exclusion se renforcent. Une approche globale doit rétablir le caractère vivable de nos villes. Étant donné que les instruments politiques se situent à différents niveaux, nous désignerons un commissaire de gouvernement disposant des compétences et de l'expérience requises. (*Reprenant en néerlandais*)

Au XXI^e siècle, la réalité économique et sociale sera totalement différente de ce que nous avons connu jusqu'à présent. Au cours des décennies précédentes, la politique économique était enfermée dans un dilemme apparemment insoluble, l'opposition entre l'importante croissance économique et la faible inflation. Pour l'exprimer dans des termes que les économistes parmi vous considéreront comme trop littéraires, la politique économique était menée comme on conduit une voiture. Le gouvernement, en accélérant, augmentait la croissance, mais également l'inflation. Par contre, lorsque le frein économique était enfoncé, on obtenait l'effet contraire. Le fondement d'une bonne politique économique était d'équilibrer entre l'accélérateur et le frein, tout en évitant de provoquer trop de chocs.

Au cours des dernières années, cette contradiction a perdu beaucoup de sa signification. Sur le plan international, nous vivons déjà depuis des années dans un climat économique caractérisé par un taux de croissance élevé et une faible inflation. La relation entre la croissance et l'in-

flation, qui a été modifiée de manière durable, indique l'avènement d'une "nouvelle économie", avec d'autres règles de jeu que celles que nous avons utilisées jusqu'à présent comme axiomes. Cette nouvelle économie est le produit du bouleversement créé par la technologie de pointe au cours des dernières années et surtout de l'informatisation, qui ont donné à l'innovation et à l'investissement des impulsions particulièrement fortes.

Entre-temps, une nouvelle opposition s'est manifestée, à savoir le déclin mondial de l'environnement avec toutes les conséquences pour notre environnement local. Une croissance soutenue ne se traduit plus par une plus grande qualité de la vie, opposition que nous voulons dépasser par la croissance durable.

Simultanément, l'opposition prétendument fondamentale entre un modèle qui stimulait surtout la croissance et l'emploi et un modèle dont le point de départ était la protection sociale peut être dépassée. Il ne s'agit plus de choisir entre l'une ou l'autre, mais de les imbriquer l'une dans l'autre. Une croissance durable rend possible une meilleure protection sociale parce qu'elle assure mieux la base financière nécessaire. Les gens qui bénéficient de protection sociale doivent, lorsque c'est possible, être réintégrés dans la société : les jeunes dont la formation est insuffisante, les personnes d'âge moyen qui se perdent dans la nouvelle société technologique, les pauvres qui vivent depuis des années en marge de la société.

C'est le défi majeur que devra relever l'État social actif. Dans cet État, on luttera moins contre l'exclusion et le chômage de manière passive et palliative, que de manière active et préventive. Un État social actif ne se contente pas de distribuer des allocations, il investit surtout dans les êtres humains, dans leur formation, leur travail. En effet, les personnes qui ont un emploi ne bénéficient pas seulement d'un revenu, mais également d'une place dans la société, de contacts sociaux, d'une satisfaction personnelle, de la perspective d'un avenir meilleur, de nouvelles chances. Un taux d'emploi plus élevé offre en outre une base financière plus large et plus stable, notamment pour le financement de la sécurité sociale et des nouveaux besoins de la société. Celui qui restera quand même sur la touche pourra mieux être aidé et soutenu qu'à l'heure actuelle.

Le développement de l'État social actif sera l'objectif central de la politique économique et sociale du nouveau gouvernement. Vous êtes invités à y prendre part activement, comme les acteurs économiques et sociaux sont invités à une concertation renouvelée.

Pour développer l'État social actif et augmenter le taux d'emploi, le gouvernement empruntera plusieurs voies, voies qui entrent strictement dans le cadre des lignes de force de nos engagements européens, et plus particulièrement du Pacte de stabilité européen.

La création de premiers emplois pour les jeunes, la réduction substantielle des charges sur le travail, l'élimination

des pièges à l'emploi, le relèvement du taux d'activité des plus de 50 ans, l'intégration sur le marché du travail des chômeurs de longue durée et des bénéficiaires du Minime, la mise à disposition de travailleurs par la constitution de groupements d'employeurs et l'encouragement des PME sont les instruments essentiels qui seront utilisés.

Le gouvernement renforcera les incitants financiers en faveur d'une réduction du temps de travail et de la semaine de quatre jours, en restant dans les limites de la capacité concurrentielle des entreprises, sans aggraver les coûts salariaux et en préservant le revenu des travailleurs.

Le système volontaire de la semaine de quatre jours sera également soutenu par le gouvernement par l'instauration d'un système généralisé d'interruption de carrière d'un cinquième qui est en principe autorisé pour chaque travailleur qui le demande. *(Reprenant en français)*

L'organisation du temps de travail sera assouplie et les expériences de réduction du temps de travail seront renforcées. Pour augmenter la motivation des travailleurs, un cadre légal sera créé pour permettre la participation de l'employé. De la même manière, le gouvernement stimulera la création de fonds de pensions en permettant des primes ou des cotisations hors norme salariale.

Au cours de cette législature, le gouvernement s'attellera également à une réforme profonde de notre fiscalité. Cette réforme fiscale doit entraîner une diminution des barèmes et une augmentation du revenu minimum imposable. Les possibilités de déduction seront regroupées en catégories forfaitaires. Le nouveau système fiscal sera neutre par rapport à la forme de cohabitation choisie et la déclaration d'impôt sera sensiblement simplifiée. Le gouvernement souhaite par ailleurs opérer dans un cadre européen un transfert d'une fiscalité sur le travail vers une fiscalité nous permettant de mieux réaliser les objectifs en matière d'emploi et de développement durable auxquels notre pays s'est engagé. En outre, toutes ses réformes se dérouleront dans un contexte de diminution de la pression fiscale. C'est ainsi que le gouvernement indexera l'impôt sur les personnes physiques à partir de 1999. En outre, nous supprimerons progressivement l'impôt complémentaire de crise en commençant par les revenus et les pensions les plus bas.

Notre pays dispose d'un système de sécurité sociale efficace. Les moyens nécessaires pour couvrir les besoins seront garantis. Il n'en demeure pas moins que certains sont encore exclus de ce système. C'est pourquoi il faut moderniser la sécurité sociale.

Aussi, le statut des travailleurs à temps partiel sera amélioré.

En matière de pensions, le gouvernement garantira en priorité la viabilité du système de pension légale et augmentera progressivement les plus petites pensions, avec une attention particulière pour celles des indépendants.

Dans la politique des soins de santé, le patient et la qualité des services prestés devront jouer un rôle central. Les soins de première ligne et la prévention seront stimulés. La norme de croissance légale devra passer de 1,5 % à 2 %. Le ticket modérateur sera réduit pour les maladies chroniques et la qualité des soins sera améliorée.

En outre, notre pays compte toujours plus de 80.000 minimeux, dont près de la moitié a moins de 35 ans. Ici aussi, la meilleure forme d'émancipation est leur intégration sur le marché de travail. À cet effet, l'activation de leur allocation et l'augmentation de l'intervention de l'État en cas d'emploi sont les instruments recommandés. *(Reprenant en néerlandais)*

Outre un pouvoir attentif et efficace et l'élaboration de l'État social actif, l'attention portée au développement durable de notre société sera la troisième priorité de l'action du nouveau gouvernement.

La qualité de vie des générations actuelles et suivantes fera partie intégrante de chaque acte qu'elle posera. C'est ainsi que la législation sera élargie aux normes de produits, la fiscalité "écologisée" et l'information sur les produits améliorée, notamment par un système uniforme de label écologique. La législation sur les produits dangereux et les déchets sera améliorée.

Le gouvernement s'attaquera intensivement à la question de la mobilité. Il mènera une politique intégrée de mobilité dans laquelle seront introduits des leviers tant fiscaux que structurels tels que le télétravail et les horaires décalés. Il entamera une valorisation importante, au niveau qualitatif et quantitatif, des transports en commun et du transport de marchandises. L'utilisation tant des transports en commun publics que des transports en commun privés sera encouragée ainsi que la coordination avec les sociétés régionales de transport. La SNCB doit plus particulièrement recevoir une nouvelle dynamique, avec de nouveaux investissements permettant notamment un partenariat public/privé. Pour résoudre le problème de l'engorgement de Bruxelles, on entamera la réalisation d'un Réseau express régional.

La libéralisation du secteur de l'électricité sera accélérée afin que tous les consommateurs puissent bénéficier de tarifs moins élevés et d'un meilleur service. En outre, le développement de ressources d'énergie alternatives sera accentué. Le moratoire sur le développement de la production d'électricité nucléaire sera maintenu et notre pays s'inscrira dans un scénario où la désactivation des centrales nucléaires sera entamée dès qu'elles ont atteint l'âge de 40 ans. *(Reprenant en français)*

La Belgique se trouve au coeur de l'Europe. Nous sommes une nation petite mais prospère avec une économie ouverte orientée vers l'exportation qui a tout intérêt à ce que l'Union Européenne continue à se développer. Outre une préparation intensive de la présidence belge en l'an 2001, le gouvernement veillera à transposer les directives européennes dans les temps. En outre, une meilleure

coordination entre l'État fédéral et les entités fédérées sera mise en place au niveau de la politique européenne.

Le point de départ de la politique étrangère sera le respect des droits de l'homme. À cet égard, le gouvernement souhaite mener une politique active au sein des institutions internationales et la Belgique poursuivra ses initiatives contribuant au contrôle des armements et au désarmement ; elle s'engage à impliquer plus étroitement le parlement dans sa politique dans ce domaine.

Comme je l'ai dit auparavant, notre prospérité dépend surtout de l'étranger. Par conséquent, le gouvernement fournira plus d'efforts pour développer nos relations économiques étrangères tout en examinant la manière de renforcer le rôle des entreprises à cet égard. La confiance dans les produits belges devra être rétablie après la crise de la dioxine. Une campagne longue et soutenue sera mise sur pied afin d'améliorer l'image de notre pays et de reconquérir les marchés étrangers.

En matière de coopération au développement, le gouvernement opte pour une augmentation progressive et substantielle des moyens disponibles pour la coopération internationale, augmentation qui doit aller de pair avec une amélioration qualitative et une plus grande efficacité des dépenses. Une partie des moyens disponibles sera de toute manière engagée pour la prévention et la gestion de conflits, les droits de l'homme, l'intégration sociale dans la période post-conflictuelle et l'accompagnement humanitaire des flux de réfugiés dans le Sud.

Dans la recherche de réponses aux questions et défis éthiques, le gouvernement opte pour une approche en rupture avec le passé. Au lieu d'enfermer le débat dans le carcan de la solidarité gouvernementale et de le faire dépendre ainsi d'un consensus parmi les partis de la majorité, le parlement assumera pleinement ses responsabilités, et ce sur base de la conscience individuelle et de l'intime conviction de chacun. *(Reprenant en néerlandais)*

Une rupture avec le passé intervient également sur le plan des problèmes institutionnels et communautaires avec lesquels notre pays se débat encore. À cet effet, une commission intergouvernementale et interparlementaire de nouveau institutionnel et démocratique sera créée, commission qui réunira tant le pouvoir législatif que le pouvoir exécutif de l'État fédéral, des Régions et des Communautés. Comme vous le verrez dans l'accord gouvernemental, il existe déjà une unanimité entre les partis majoritaires flamands et francophones en ce qui concerne un certain nombre de réformes susceptibles d'améliorer le fonctionnement de l'État fédéral et des entités fédérées de manière substantielle. Sur d'autres points, il y a une volonté de communiquer et de rechercher des solutions dans le respect des conceptions et des points de vue de chacun. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu qu'il s'agit non seulement de la meilleure méthode, dans le contexte actuel, pour obtenir un résultat, mais que c'est en outre le seul moyen permettant de développer l'État fédéral, d'amélio-

rer son fonctionnement et d'éliminer les tensions communautaires. *(Reprenant en français)*

Par le biais de cette déclaration gouvernementale, je voudrais également expliquer l'approche que le gouvernement adoptera dans les jours à venir à l'égard de la crise de la dioxine. En effet, sa première mission consistera à conjurer cette crise. Au cours des prochains jours, nous prendrons une série d'initiatives qui permettront tant au consommateur qu'aux producteurs de reprendre pied.

Quatre mesures concrètes seront prises à cet effet. Il y aura avant tout un système de contrôle unique pour toute la chaîne alimentaire. Il devra garantir en permanence la haute qualité de nos aliments. Avant la fin du mois, le gouvernement approuvera un projet relatif à la création de l'agence fédérale pour le contrôle et la sécurité alimentaire. Ce projet sera soumis au Parlement au mois de septembre. Le gouvernement veut que l'agence soit opérationnelle avant le 1er janvier 2000. Il opérera pour les normes les plus sévères pour chaque maillon de la chaîne alimentaire.

En outre, nous souhaitons accorder une aide concrète aux personnes et entreprises concernées, afin de surmonter cette période difficile. Les coûts des analyses et de la destruction de la nourriture seront pris en charge. Le gouvernement accordera également un soutien temporaire sous forme d'avances en cinq ans et sans intérêts. Il interviendra auprès de la Commission européenne pour faire accepter ce système et demander qu'une partie de ces avances puisse être supportée par l'État.

Ensuite, nous souhaitons lancer à court terme une campagne pour rendre aux produits belges, à l'étranger, l'image de marque qu'ils méritent.

Et enfin, samedi, un commissaire de gouvernement familiarisé avec l'administration et la réglementation européennes sera chargé de la coordination de cette approche, plus particulièrement en ce qui concerne les contacts et conventions avec l'Union européenne. *(Reprenant en néerlandais)*

Il y a une décennie, on démolissait le Mur de Berlin, la honte de l'Europe, qui a entraîné dans sa chute les anciennes oppositions sclérosées entre l'Est et l'Ouest. La faillite du communisme avec son atteinte à l'homme, à la société et à l'environnement s'est péniblement révélée. À l'Ouest également, on a pu respirer plus librement d'un point de vue idéologique, il y avait enfin plus d'espace pour la réflexion politique et l'autocritique. Les discussions du passé, qui nous ont captivés si longtemps, ont libéré leur emprise. Nous avons enfin pu tourner notre regard vers l'avenir sans aucune contrainte. Les idées sociales classiques semblaient être sur le point d'être renouvelées, les anciennes valeurs étaient associées à de nouveaux contenus, d'autres défis devaient être relevés. À la recherche d'un nouveau projet politique, d'un nouvel équilibre entre citoyen et autorité, entre économie et écologie, entre liberté et égalité, de nouvelles opinions et al-

liances ont vu le jour. La voie vers le XXI^e siècle ne peut pas se greffer sur d'anciens schismes ou des lignes de rupture traditionnelles. Au contraire, seule une politique qui a le courage d'emprunter de nouvelles voies sera en mesure d'apporter à notre pays une place à part entière dans l'Europe et le monde de demain.

La sensibilité et les identités de chacun peuvent subsister mais peuvent et doivent s'enrichir mutuellement. Ce qui nous réunit, c'est la volonté de réforme et de changement. L'ancienne répartition du paysage politique n'est plus en mesure de saisir la richesse de notre société. La politique préconisée par le gouvernement est favorable à la réforme. Orientée vers l'avenir, elle croit en ce pays et en ses citoyens. Elle veut rompre avec l'esprit conservateur qui stérilise notre pays depuis bien trop longtemps, elle est diamétralement opposée à tous ceux qui prêchent l'envie à l'égard du voisin ou la peur de tout ce qui est étranger. Elle affronte au contraire l'avenir avec confiance. Elle cherche ce qui unit les gens de ce pays et a la volonté de créer de nouvelles chances pour tous les citoyens. Elle sait que notre pays peut faire mieux et a l'ambition de le démontrer au cours des quatre prochaines années. (*Applaudissements sur les bancs des libéraux, des socialistes et d'Écolo-Agalev*)

VOEUX DE SA MAJESTE LE ROI

Le **président** : Par lettre du 5 juillet 1999, le Chef de Cabinet du Roi m'a transmis les voeux de Sa Majesté le Roi pour le succès des travaux de notre Assemblée.

Pour information

MODIFICATIONS AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Le **président** : Par lettre du 12 juillet 1999, le premier ministre transmet copie des arrêtés royaux du 12 juillet 1999 intitulés "Gouvernement – Démissions – Nominations".

Pour information

PRESIDENCE DU GROUPE PSC

Le **président** : Par lettre du 13 juillet 1999, le groupe PSC de la Chambre m'a informé de la désignation de Monsieur Jean-Pol Poncelet en qualité de président de groupe.

Pour information

PRESIDENCE DU GROUPE PRL-FDF

Le **président** : Par lettre de ce jour, le groupe PRL-FDF de la Chambre m'a informé de la désignation de Monsieur Daniel Bacquelaine en qualité de président de groupe.

Pour information

PARLEMENT EUROPEEN

Le **président** : Par lettre du 5 juillet 1999, Mme Annemie Neyts-Uyttebroeck fait savoir qu'elle renonce à exercer son mandat de membre du Parlement Européen.

Par lettre du 9 juillet 1999, M. Ward Beysen a donné sa démission en tant que membre du Vlaams Parlement.

Renvoi à la 7^{ème} commission de vérification des pouvoirs

COMPOSITION DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Le **président** : Nous devons procéder à la nomination des membres de la commission parlementaire de concertation.

En application de l'article 12bis du Règlement, la Chambre désigne en son sein onze membres effectifs qui composeront la commission parlementaire de concertation visée à l'article 82 de la Constitution et parmi lesquels figurera le président de la Chambre. La Chambre nomme un nombre identique de suppléants.

Conformément à l'article 12 du Règlement, ces nominations se font à la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Voici la répartition :

2 membres du groupe VLD plus 2 suppléants ;

2 membres du groupe CVP plus 2 suppléants ;

2 membres du groupe AGALEV-ÉCOLO plus 2 suppléants ;

1 membre du groupe PS plus 1 suppléant ;

1 membre du groupe PRL-FDF plus 1 suppléant ;

1 membre du groupe VLAAMS BLOK plus 1 suppléant ;

1 membre du groupe SP plus 1 suppléant ;

1 membre du groupe PSC plus 1 suppléant.

Les présidents de groupe m'ont fait parvenir les noms de leurs candidats.

Etant donné que le nombre de candidatures recevables correspond au nombre de places à conférer, il n'y a pas lieu à scrutin conformément à l'article 11, 6 du Règlement.

En conséquence, je proclame élus les candidats présentés. La liste des membres de la Chambre qui composeront la commission parlementaire de concertation sera publiée au Compte rendu analytique et aux Annales.

Commission parlementaire de concertation

Membres titulaires

VLD	: Hugo Coveliers, Herman De Croo
CVP	: Stefaan De Clerck, Paul Tant
AGALEV-ÉCOLO	: Martine Dardenne, Lode Vanoost
PS	: Claude Eerdekens
PRL-FDF	: Daniel Bacquelaine
Vlaams Blok	: Gerolf Annemans
SP	: Frederik Erdman
PSC	: Jean-Pol Poncelet

Membres suppléants

VLD	: Willy Cortois, Etienne De Groot
CVP	: Simonne Creyf, Servais Verherstraeten
AGALEV-ÉCOLO	: Peter Vanhoutte, Jean-Pierre Viseur
PS	: Patrick Moriau
PRL-FDF	: Anne Barzin
Vlaams Blok	: Francis Van den Eynde
SP	: Dirk Van der Maelen
PSC	: Jean-Pierre Grafé

NOMINATION D'UN VICE-PRESIDENT DE LA CHAMBRE

Le **président** : Je vous propose de procéder à la nomination d'un vice-président en remplacement de Monsieur André Duquesne, ministre de l'Intérieur au gouvernement fédéral.

Par d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Le groupe PRL-FDF propose la candidature de M. Robert Denis.

Pas d'observation ? (*Non*)

Dès lors, conformément à l'article 11.6 de notre Règlement, je proclame M. Robert Denis vice-président de la Chambre des représentants. (*Applaudissements*)

NOMINATION D'UN SECRETAIRE DE LA CHAMBRE

Le **président** : Je vous propose de procéder à la nomination d'un secrétaire en remplacement de M. Geert Vernick ? démissionnaire en cette qualité.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Le groupe VLD propose la candidature de M. Jef Valkeniers.

Pas d'observation ? (*Non*)

Dès lors, conformément à l'article 11.6 de notre Règlement, je proclame M. Jef Valkeniers secrétaire de la Chambre des représentants. (*Applaudissements*)

NOMINATION D'UN QUESTEUR DE LA CHAMBRE

Le **président** : Je vous propose de procéder à la nomination d'un Questeur en remplacement de Monsieur Jacques Simonet, ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Le groupe PRL-FDF propose la candidature de M. Denis D'hondt.

M. **Gerolf Annemans** (VL. BLOK) : Je propose la candidature de M. Filip De Man.

Le **président** : Étant donné que le nombre de candidats est supérieur au nombre de places à pourvoir, il y a lieu de procéder au scrutin.

Je propose que ce scrutin ait lieu mardi prochain. (*Assentiment*)

PRISE EN CONSIDERATION DE PROPOSITIONS

Le **président** : Je vous propose de prendre en considération :

– la proposition (M. Gerolf Annemans) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont les pouvoirs publics belges ont réagi à la "crise de la dioxine" et, en particulier, sur le rôle que les différents responsables politiques et certains membres de l'opposition ont joué en la matière, n° 17/1

– la proposition (MM. Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdekens, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders et Mme Joëlle Milquet) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire

chargée d'étudier l'organisation de la production de viande, de produits laitiers et d'oeufs en Belgique et de déterminer les responsabilités politiques dans le cadre de la crise de la dioxine, n° 18/1

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

La commission les examinera d'urgence afin que la Chambre puisse voter sur ces deux textes mardi prochain dans la matinée.

ORDRE DES TRAVAUX

Le **président** : Sur la proposition de la Conférence des présidents, je vous présente l'ordre du jour suivant. Demain à 10 heures, nous entamerons la discussion générale, avec un orateur par groupe. En fin d'après-midi, nous entendrons une première réponse du gouvernement. (*Pour-suivant en français*)

Jeudi soir, nous aurons un débat consacré à la partie de la déclaration gouvernementale portant sur les affaires étrangères, la défense et les affaires européennes.

Vendredi, nous examinerons le grand chapitre relatif à l'État, qui sera suivi du chapitre socio-économique.

La Conférence des Présidents insiste pour que les ministres concernés soient présents à la Chambre au cours des débats.

M. **Hugo Coveliers** (VLD) : Je pensais que nous avions convenu de clôturer le volet "Affaires étrangères, Affaires européennes et Défense" demain.

Le **président** : Il en sera bien ainsi.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Diverses communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

– *La séance est levée à 15 h 13.*

– *Prochaine séance plénière demain jeudi 15 juillet 1999 à 10 h.*

EXCUSES

Raisons de santé : M. Jaak Van den Broeck

À l'étranger : Mme Alexandra Colen

ANNEXE

SÉANCE PLÉNIÈRE MERCREDI 14 JUILLET 1999

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

RAPPORTS COMPLÉMENTAIRES DES COMMISSIONS DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

1. *Rapport complémentaire de la première commission de vérification des pouvoirs*

PROVINCES D'ANVERS ET DU LIMBOURG

Présents :

- M. LEFEVRE, Président ;
- MM. MORTELMANS, SCHOOF, SEVENHANS, Mme BREPOELS
- Mme DRION, Rapporteuse.

Mesdames, Messieurs,

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle a procédé votre commission le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

- Mme VANNIEUWENHUYSE-VANOSMAEL et Messieurs PAUWELS, VANDENBERGHE et TOBBACK, membres suppléants de la circonscription électorale d'Anvers ;
- Mme DE BACKER et Monsieur GROOTAERS, membres suppléants de la circonscription électorale de Malines-Turnhout ;
- Mmes SMETS et CRAEGHS, membres suppléants de la circonscription électorale de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Votre commission, qui a été mise, dans l'intervalle, en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mmes VANNIEUWENHUYSE-VANOSMAEL, DE BACKER, SMETS et CRAEGHS et de Messieurs TOBBACK et GROOTAERS, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Les suppléants suivants n'ont pas encore justifié des conditions d'éligibilité :

– circonscription électorale d'Anvers : Messieurs PAUWELS et VANDENBERGHE

Votre commission vous propose d'accorder un dernier délai de 30 jours à ces suppléants pour communiquer les documents requis.

La Rapporteuse, Le Président,

2. *Rapport complémentaire de la deuxième commission de vérification des pouvoirs*

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES DE BRUXELLES-HAL-VILVORDE, DE LOUVAIN ET DE NIVELLES

Présents :

- M. JANSSENS, Président, a.i.
- MM. LAEREMANS, BONTE et DELIZEE, Rapporteur.

Mesdames, Messieurs,

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle a procédé votre Commission le 1er juillet 1999, la Chambre a décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

Mme JIROFLEE et VAN HOOFF, membres suppléants de la circonscription électorale de Louvain ;

Mmes CORTEVILLE, GAILLY, LANGBEEN, MOTTEN, STENGERS, VANESSE et VERHAEGEN, et MM. BIESEMANS, CASAER, COURNELLE, DE RO, MULS et ROORYCK, membres suppléants Brussel-Halle-Vilvoorde.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mme Mieke CORNELIS, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Enfin, la commission vous propose d'ajourner l'admission de MM. et Mme SCHOOLS, membre suppléant de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, WITTOCK,

membre suppléant de la circonscription électorale de Saint-Nicolas-Termonde et VAN DER MEIREN, membres suppléants de la circonscription électorale d'Alost-Audenarde, qui n'a pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité et de lui accorder un dernier délai de 30 jours pour communiquer les documents requis.

Le Président, Le rapporteur,

3. Rapport complémentaire de la quatrième commission de vérification des pouvoirs

PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE

Présents :

1. Mme VAN DEN POEL-WELKENHUYSEN M, Présidente ;
2. M. LANGENDRIES R.
3. Mme LEJEUNE J., Rapporteuse.

Mesdames, Messieurs,

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle avait procédé votre Commission le 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

MM. et Mme SCHOULS, membre suppléant de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, WITTOCK, membre suppléant de la circonscription électorale de Saint-Nicolas-Termonde, CORNELIS et VAN DER MEIREN, membres suppléants de la circonscription électorale d'Alost-Audenarde.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de Mme Mieke CORNELIS, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre son admission en qualité de suppléant.

Enfin, la commission vous propose d'ajourner l'admission de MM. SCHOULS, membre suppléant de la circonscription électorale de Gand-Eeklo, WITTOCK, membre suppléant de la circonscription électorale de Saint-Nicolas-Termonde et VAN DER MEIREN, membre suppléant de la circonscription électorale d'Alost-Audenarde, qui n'ont pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité et de leur accorder un dernier délai de 30 jours pour communiquer les documents requis.

Le Président, Le rapporteur,

4. Rapport complémentaire de la cinquième commission de vérification des pouvoirs

PROVINCE DU HAINAUT

Présents :

- Mme Herzet (présidente)
M. Coveliers (rapporteur)
M. De Groot

M. Denis

M. Timmermans

Mesdames, messieurs,

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle a procédé votre commission au cours de sa réunion du 1^{er} juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

Circonscription électorale de Charleroi-Thuin

- M. M. Berchicci, troisième suppléant ;
- M. P. Laurent, cinquième suppléant ;

Circonscription électorale de Tournai-Ath-Mouscron

- M. P. Delannois, troisième suppléant ;
- Mme T. Lefèbre, troisième suppléante.

Votre commission, qui a été mise dans l'intervalle en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de MM. Berchicci et Delannois et de Mme Lefèbre, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléants.

Enfin, M. Laurent n'ayant pas encore justifié des conditions d'éligibilité, votre commission vous propose de lui accorder un dernier délai de trente jours pour communiquer les documents requis.

Le rapporteur, La présidente,

5. Rapport complémentaire de la sixième commission de vérification des pouvoirs

PROVINCES DE LIEGE ET NAMUR

Présents :

1. Y. HARMEGNIES (président)
2. J. MILQUET (R) (rapporteur)
3. J-P. MOERMAN
4. E. DERYCKE

Mesdames, Messieurs,

Lors de la vérification des pouvoirs à laquelle avait procédé votre Commission le 1er juillet 1999, la Chambre avait décidé sur sa proposition d'ajourner la validation des pouvoirs de :

M. X. MALMENDIER et Mme V. HIANCE, suppléants pour la circonscription de Liège ;

M. G. SEVRIN, suppléant pour la circonscription de Namur-Dinant-Philippeville.

Votre commission qui, dans l'intervalle, a été mise en possession des documents nécessaires à la validation des pouvoirs de MM. X.MALMENDIER et G.SEVRIN, a examiné ceux-ci et a décidé à l'unanimité de proposer à la Chambre leur admission en qualité de suppléant.

Enfin, la commission vous propose d'ajourner l'admission de Mme V. HIANCE, qui n'a pas, à ce jour, justifié des conditions d'éligibilité et de lui accorder un dernier délai de 30 jours pour communiquer les documents requis.

Le Président, Le rapporteur,
Y. HARMEGNIES J. MILQUET

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression

(Art. 64-2 du Règlement)

1. Proposition (M. Gerolf Annemans) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont les pouvoirs publics belges ont réagi à la "crise de la dioxine" et, en particulier, sur le rôle que les différents responsables politiques et certains membres de l'opposition ont joué en la matière, n° 17/1

2. Proposition (MM. Renaat Landuyt, Geert Bourgeois, Claude Eerdeken, Jef Tavernier, Stefaan De Clerck, Hugo Coveliers, Didier Reynders et Mme Joëlle Milquet) visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier l'organisation de la production de viande, de produits laitiers et d'oeufs en Belgique et de déterminer les responsabilités politiques dans le cadre de la crise de la dioxine, n° 18/1

3. Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires, n° 19/1

COUR DES COMPTES

OBSERVATIONS CONCERNANT UNE DÉLIBÉRATION DU CONSEIL DES MINISTRES

Par lettre du 7 juillet 1999, la Cour des comptes fait connaître qu'elle a reçu copie de la délibération n° 3170, adoptée le 30 juin 1999 par le Conseil des ministres, autorisant l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de dépenses destinées à couvrir les coûts liés à la gestion de la crise de la dioxine, à concurrence de 3.985 millions de francs au-delà des crédits non dissociés ouverts au budget général des dépenses ajusté de l'année budgétaire 1999, respectivement aux programmes 13.54.1, intitulé "Inspection générale des opérations et de la formation" (85 millions de francs), 26.54.1, intitulé "Inspection des denrées alimentaires" (900 millions de francs) et 31.55.2, intitulé "Actions du Fonds de la santé et de la production des animaux" (3.000 millions de francs).

Son collègue n'a, dans le cas présent, aucune remarque à formuler concernant l'application de la procédure prévue à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société et à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture